

QUESTION 1

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

L'imminence et les dangers du changement climatique deviennent de plus en plus visibles, Madame la Ministre, c'est pourquoi vous avez répété à plusieurs reprises : « Nous devons prêcher par l'exemple. Nous devons être plus ambitieux. Nous devons intensifier nos efforts », et vous montrez le bon exemple. Vous avez présenté un plan aux Émirats arabes unis qui réduit les émissions de 40 % d'ici 2030 ; et atteint Net Zéro d'ici 2050.

Cependant, vous êtes bien sûr l'un des plus grands pays producteurs de pétrole et de gaz et vous tentez de diriger la transition énergétique ici. C'est effectivement assez ambitieux.

Mariam Al Mheiri, ministre du Changement climatique et de l'Environnement des Émirats arabes unis

Je veux juste vous raconter une histoire. Je sais que vous avez entendu beaucoup de discours, mais je veux juste partager quelque chose avec vous.

J'étais en Islande il y a deux semaines et j'ai vu là-bas – et bien sûr, avec la proximité des glaciers – ce que signifie le changement climatique. C'est parce que la glace fond – et parce que la glace fond, on en ressent toutes ces répercussions. Si je devais expliquer à un enfant ce qu'est le changement climatique, je dirais que c'est que nous ne respectons pas la nature depuis trop longtemps.

Nous voyons les glaciers fondre. D'ailleurs, ils m'ont raconté un fait qui m'a vraiment effrayée : si un quart des glaces du Groenland fondaient, cela entraînerait une élévation du niveau de la mer de deux mètres à travers le monde. C'est énorme, et on entend la glace fondre tout le temps. Elle fond sans arrêt. Vous voyez la glace se briser et tomber dans l'eau. En fait, voir ces choses de mes propres yeux a été une énorme révélation.

Maintenant, en ce qui nous concerne ici, aux Émirats arabes unis, nous avons pris très au sérieux l'ensemble du parcours en matière de changement climatique. Je veux dire que nous avons ratifié l'Accord de Paris en 2016 – nous avons été l'un des premiers dans la région à le faire parce que nous en avons compris les implications, nous avons compris qu'il s'agissait d'un sujet sérieux que nous devons suivre.

Masdar a été créé en 2006 parce que nos dirigeants disaient déjà : « Nous devons diversifier les sources d'où nous tirons notre énergie. Nous devons développer les connaissances », car, mesdames et messieurs, il ne s'agit pas seulement d'investir de l'argent dans la construction d'une installation ; nous avons également besoin de la transition intellectuelle. Nous avons besoin de renforcer nos capacités. C'est pourquoi nous parlons toujours d'une transition énergétique juste.

D'ailleurs, la COP28 va tenter de résoudre quatre problèmes. Tout d'abord, il doit s'agir d'une transition énergétique juste et, parce que nous-mêmes, en tant que pays, nous passons par

cette transition, nous comprenons le besoin de volonté politique, le besoin d'argent, le besoin de renforcer les capacités nationales ; le besoin de se diversifier. Nous savons par expérience ce que signifie une transition énergétique juste – et chacun doit le faire à sa manière, car chaque pays est différent, se trouve à un niveau différent, a accès à certains fonds financiers ou a aucun. C'est vraiment compliqué.

La deuxième chose que nous examinerons est comment remédier au financement climatique. C'est quelque chose d'énorme. C'est le catalyseur de tout ce que nous essayons de faire et, bien sûr, Son Excellence Sultan Al Jaber, président désigné de la COP28, fait vraiment pression pour obtenir un engagement de 100 milliards de dollars ; le Fonds pertes et dommages est un autre domaine qui doit être établi. L'ensemble de l'institution financière doit être repensé afin que l'argent soit accessible, disponible et abordable et qu'il soit envoyé là où il doit aller.

L'autre aspect que nous allons examiner est veiller à ce que la nature, les gens et les moyens de subsistance soient au centre de la COP28. Il est si important de penser aux systèmes alimentaires, de penser à la santé, de penser à la nature, de faire de la nature notre alliée – comment pouvons-nous utiliser la force de la nature à notre avantage ? Nous devons le faire.

Et puis, bien sûr, l'inclusivité. Nous essayons de faire de la COP28 la COP la plus inclusive jamais organisée. Ce que je veux dire par là, c'est que les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les organisations professionnelles se rassembleront tous parce que faire davantage pour respecter la nature c'est ce qu'ils ont en commun. Notre engagement est de les rassembler tous et de veiller à ce que toutes les voix du monde entier soient entendues.

Ce qui est si important – Ali, je suis vraiment désolée, car cela me passionne beaucoup – c'est que nous devons redonner de l'espoir dans tout ce processus. Il faut éclairer les jeunes car il en va de leur avenir. Nous devons présenter les solutions, les technologies et les innovations que j'ai vues pour pouvoir les étendre là où elles sont nécessaires et garantir que le financement y soit affecté.

Les Émirats arabes unis prêchent par l'exemple ? Oui, nous avons mis à jour pour la troisième fois notre deuxième CDN à 40 %. L'année dernière, nous étions à 31 % et nous l'avons amélioré de 9 % en un an. Cela montre que nous pouvons constater que les technologies mûrissent et, encore une fois, nous sommes très chanceux d'avoir la volonté politique.

Nous sommes dans une transition dans notre propre pays, mais nous veillons aussi à aider les autres. C'est pourquoi, lors de la Semaine africaine du climat, nous avons proposé un fonds de 4,5 milliards de dollars pour aider les pays africains dans leur transition, car nous comprenons l'importance du financement pour cette transition.

Ali Aslan

L'espoir est bien sûr le mot que vous avez évoqué, autour duquel tout le monde veut se rallier. Nous avons également parmi le public de nombreux jeunes gens qui, j'en suis sûr, aimeraient beaucoup entendre votre message. Je reviendrai un peu plus sur les ambitions de votre pays, mais je voudrais faire intervenir Laurent, Monsieur le Président, ici à nouveau, car l'espoir est une chose mais, si l'on regarde les chiffres bruts, l'énergie représente encore les deux tiers du total des gaz à effet de serre.

Le secteur de l'énergie reste l'acteur central des efforts visant à réduire les émissions et à lutter contre le changement climatique. Il est admirable d'entendre Madame la Ministre parler d'essayer de se sevrer à long terme des énergies fossiles, de plus de diversification, de plus

d'énergies renouvelables. Cependant, avons-nous vraiment atteint le moment où nous pouvons éliminer complètement les énergies fossiles ?

Beaucoup de gens disent – et Madame la Ministre, vous en faites partie – que le pétrole, le gaz et le charbon ont encore un rôle à jouer. Par conséquent, l'équilibre que nous essayons de trouver ici, la transition vers les énergies renouvelables tout en restant dépendants des énergies fossiles, comment pouvons-nous réduire cet écart ?

Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21, ancien Premier ministre français

C'est évidemment l'une des principales difficultés de cette COP et de toutes les COP. Nous lisons tous beaucoup de rapports et l'important est de déterminer ce qui est sérieux et ce qui ne l'est pas. En ce qui me concerne, je base mes positions principalement sur trois éléments :

- a) les travaux du GIEC, car ils sont très sérieux. Ils font consensus et, quand les scientifiques écrivent quelque chose, c'est sérieux ;
- b) l'Agence internationale de l'énergie. Eux aussi sont très sérieux ;
- c) plus généralement, ce que dit le secrétaire général de l'ONU, M. Guterres. Il est bien informé et c'est un homme raisonnable.

À partir de ces éléments, si je forme mon propre jugement, je pense que si nous voulons que la COP des Émirats soit un succès, nous avons au moins trois objectifs principaux. Je ne veux pas dire qu'ils sont faciles, mais ils devraient assurer le succès de la COP.

Le premier concerne ce que nous appelons le bilan mondial. C'est un peu technique, mais cela signifie qu'à Paris, nous avons décidé que, périodiquement, chaque pays devait fournir ce que nous appelons une contribution déterminée au niveau national, en disant : « Je ferai telle chose », et ensuite c'est vérifié. Cette fois, aux Émirats, nous devons voir où nous en sommes – et nous savons que nous ne sommes pas sur la bonne voie – et où les différentes nations veulent être à l'avenir.

Un premier élément décisif est de finaliser le bilan mondial. Un deuxième concerne l'énergie. Il doit y avoir un réel engagement à au moins tripler les énergies renouvelables et à éliminer progressivement les énergies fossiles.

J'ajouterai, ce qui est important, la question du méthane, le CH₄, qui est moins « courant » que le CO₂, mais qui est un élément déterminant et où l'on peut obtenir des résultats remarquables.

Ensuite, évidemment, la question du financement, qui sera déterminante. Ce que vous avez dit, Mariam, est vrai. Nous devons rendre opérationnel le Fonds pertes et dommages – c'était à peu près le seul résultat de la COP27 – et nous devons le concrétiser. Nous devons concrétiser l'objectif de 100 milliards de dollars par an des pays riches vers les pays en développement. On l'avait promis en 2009 et on espérait le livrer en 2020. Nous sommes maintenant en 2023 et, heureusement, cet objectif est désormais atteint.

De toute évidence, la question d'investir davantage dans les énergies renouvelables et de se désengager des énergies fossiles est centrale – sans quoi l'objectif d'un meilleur équilibre n'aurait aucun sens.

Il y a ensuite, ce qui prendra du temps, la réforme générale du système financier international, notamment en faveur des pays en voie de développement, et surtout dirigée vers l'Afrique,

car ils ne sont pas responsables des émissions et ils n'ont pas suffisamment de financement pour obtenir les énergies renouvelables, etc.

Si nous parvenons à atteindre ces objectifs, la COP28 pourrait devenir aussi importante que la COP de Paris.

Ali Aslan

Pour souligner la nécessité d'équilibrer la transition verte avec l'accessibilité financière et la sécurité énergétique, l'inclusivité, vous l'avez déjà évoquée, Madame la Ministre, sera une priorité à l'ordre du jour de la COP28.

Bien entendu, la question est toujours d'abandonner les énergies fossiles et de dépendre uniquement des énergies propres et renouvelables – Net Zéro d'ici 2050 est l'objectif de votre pays. Nous sommes en 2023, ce n'est pas si loin.

Mariam Al Mheiri

Non, ce n'est pas si loin. Nous avons annoncé en 2021 notre initiative stratégique, à savoir atteindre le Net Zéro d'ici 2050. L'année dernière, à Sharm El Sheikh, nous avons en fait annoncé notre parcours, où nous voulons être tous les cinq ans en matière d'émissions. Cela a déjà été fixé pour le pays. Maintenant nous examinons réellement le comment, comment allons-nous y parvenir ? Par quelles politiques ? Quels secteurs doivent être impliqués ? Quels projets ? Où doit aller l'argent ? Tout cela fait actuellement l'objet de nombreuses discussions aux Émirats arabes unis.